

Comment préparer son entrée dans un home

Peut-on choisir son home, y compris hors canton? Peut-on y suivre son conjoint? Doit-on s'inscrire? Quelles sont les alternatives? Réponses des organismes spécialisés, l'Aross et Pro Senectute.

PAR SYLVIE.BALMER@ARCINFO.CH

Quand la fragilité augmente et l'autonomie diminue, il est peut-être temps d'envisager la maison de retraite. C'est alors que de nombreuses questions se posent. Peut-on suivre son conjoint au home si on est en bonne santé? Est-ce qu'on peut choisir son établissement, y compris dans un autre canton? Qui décide? «Les questions sont nombreuses, mais les gens ne s'informent pas assez», déplore Chantal Vernier, assistante sociale à Pro Senectute. Cette fondation privée à but non lucratif a pour but de maintenir aussi longtemps que possible l'autonomie et l'indépendance des personnes âgées.

Bilan d'évaluation
«Avant, quelqu'un qui se sentait seul ou voulait rejoindre son conjoint pouvait entrer au home. Aujourd'hui, seules les personnes qui ont besoin de soins ou de surveillance et dont le suivi à domicile n'est plus réalisable peuvent le faire», indique Chantal Vernier. Sachant que l'offre est en dessous de la demande, faut-il s'inscrire à l'avance dans un établissement médico-social (EMS)? «On peut se renseigner et visiter les établissements, mais on ne peut plus s'inscrire directement dans un EMS ou 'au cas où' depuis que l'Association réseau orientation santé social (Aross) existe. Il faut, au préalable, bénéficier d'un entretien d'orientation», précise Sylvie Le Bail, responsable de l'Aross. Informer, orienter et accompagner: telles sont les missions qui incombent à cet organisme, depuis sa création en 2015. «Notre rôle est justement d'apprécier les besoins des gens. Lors de l'entretien d'orientation, la personne exprime son projet de



Coûts de la pension journalière dans les EMS neuchâtelois

Liste des prix (en francs) en chambre double (deux lits) au 1er décembre 2022

Localité	Nom de l'institution	Prix de la pension	Nombre de lits	Localité	Nom de l'institution	Prix de la pension	Nombre de lits
Fontainemelon	Le Foyer Vert-Bois	219,50	19	Saint-Aubin-Sauges	Fontanette	144,10	38
Couvét	Foyer du Parc	198,00	32	La Chaux-de-Fonds	Escale	142,40	39
La Sagne	Foyer de La Sagne	160,60	66	Hauterive	Beaulieu	141,60	19
Fleurier	Sugits	160,20	58	Cressier	Saint-Joseph	140,40	65
Neuchâtel	Ermitage	158,60	20	Neuchâtel	Foyer Armée du Salut	140,10	30
Corcelles	Foyer de la Côte	158,20	62	Chézard-St-Martin	Lilas	140,00	16
Bevaix	Résidence Le Littoral	158,00	59	Le Locle	Fritillaires	139,80	18
Neuchâtel	Charmettes	157,80	110	Le Landeron	Bellevue	139,10	37
Le Locle	Fondation La Résidence	155,30	159	Fenin	Licorne	138,60	23
Couvét	Dubied	153,20	34	Bevaix	Lorraine	137,80	45
Les Geneveys-sur-Coffr.	Pivert	152,60	16	Bevaix	Pommiers	137,80	10
Buttes	Clairval	151,50	38	La Côte-aux-Fées	Foyer du Bonheur	137,10	12
La Chaux-de-Fonds	Arbres	151,10	82	Boudry	Peupliers	137,00	38
Neuchâtel	Clos (Logis du Clos)	150,80	20	Fresens	Chantevent	136,40	31
Saint-Aubin-Sauges	Perlaz	150,30	28	Les Bayards	Bayards	134,70	12
Dombresson	Logis (Logis du Clos)	149,50	13	Cortailod	Résidence En Segrin	134,10	38
Fontaines	Home médicalisé du Val-de-Ruz (Landeyeux)	149,00	68	Neuchâtel	Myosotis	132,80	23
Neuchâtel	Clos-Brochet	147,70	76	Le Locle	Jaluse	132,20	9
Les Brenets	Châtelard	146,40	21	Colombier	Colombe	132,10	30
La Côte-aux-Fées	Marronniers	146,00	22	Neuchâtel	Résidence Trois-Portes	131,50	12
Les Ponts-de-Martel	Martagon	145,90	68	Le Locle	Gentilhommière	130,50	22
Saint-Blaise	Castel	144,90	60	Bevaix	Jonchères	127,00	12
Chézard-St-Martin	Petit-Chézard	144,40	20	Colombier	Cèdres	118,80	18
Fleurier	Valfleuri	144,40	30	Bôle	Source	prix libre	49
La Chaux-de-Fonds	Sombaille	144,30	121	Cortailod	Bellerive	prix libre	36
				Vilars	Arc-en-Ciel	prix libre	16
				La Chaux-de-Fonds	Temps Présent	-	35

SOURCE: CANTON DE NEUCHÂTEL - INFOGRAPHIE: FRANÇOIS ALLANOU - PHOTO: ARCHIVE DAVID MARCHON

vie, ce qu'elle souhaite et l'Aross recommande ce qui peut être mis en place pour y accéder.» Un bilan global est effectué, au domicile de la personne. Sa situation est évaluée au niveau financier, de sa santé, de son en-

“La question financière est souvent au cœur des réticences à s'informer.”

CHANTAL VERNIER
ASSISTANTE SOCIALE À PRO SENECTUTE

tourage et aussi de son logement. On examine si celui-ci présente des barrières architecturales, dispose d'un ascenseur, etc. En fonction des souhaits de la personne concernée et de ces données, des propositions lui sont faites.

«La population qui prend de l'âge exprime le désir de rester vivre le plus longtemps possible à son domicile», constate Sylvie Le Bail. «Pour ce faire, il est nécessaire d'anticiper et de construire ce projet.»

Pour ceux qui veulent rester à domicile, il existe de nombreuses possibilités. Des ergothérapeutes peuvent venir examiner les activités dans le logement, proposer des modifications pour le rendre plus adapté. On peut orienter les gens qui souffrent de solitude vers des clubs de loisirs, d'activités ou des repas en communauté.

On identifie quels sont les proches aidants et comment on peut les soutenir dans leur rôle. «Ce n'est pas parce qu'on vit seul qu'on est seul. Un réseau, ça peut être les enfants, la famille, les amis, les voisins, etc.», rappelle la responsable de l'Aross.

«Le canton de Neuchâtel est riche en ressources. Et entre le soutien à domicile et l'EMS, il y a beaucoup d'alternatives», assure-t-elle.

Foyers de jour, appartements adaptés, avec encadrement, colocation... «Quand on présente tout ce qui existe, le projet d'EMS, si tel était le besoin ex-

primé, s'éloigne souvent. Mais la première étape pour déterminer la meilleure option, c'est de se renseigner.»

L'argent tabou

Peut-on choisir son home? «On peut donner trois choix. L'Aross essaie d'en tenir compte», précise Chantal Vernier. Mais finir ses jours sous le soleil du Tessin n'est pas donné à tout le monde. «Un placement hors canton n'est possible qu'à certaines conditions (attaches familiales par exemple) et nécessite des démarches préalables pour s'assurer d'une prise en charge.»

A Pro Senectute, elle remarque que «la question financière est souvent au cœur des réticences à s'informer». «On constate qu'il y a une gêne à parler d'argent au sein même des familles. Même lorsque leurs enfants sont très proches

“Le canton de Neuchâtel est riche en ressources. Et entre le soutien à domicile et l'EMS, il y a beaucoup d'alternatives.”

SYLVIE LE BAIL
RESPONSABLE DE L'AROSS

et très aidants, les parents n'osent parfois pas leur dire quand ils s'embrouillent dans leurs factures ou lorsqu'ils ont besoin de conseils.»

Souvent, les enfants ignorent totalement où leurs parents en sont financièrement, combien ils toucheront à la retraite. Le sujet est souvent tabou.

«Il peut y avoir eu de l'argent donné à un enfant et les autres ne sont pas forcément au courant», illustre Chantal Vernier. «Faut de s'informer suffisamment tôt, on se retrouve parfois dans des situations de crise qui pourraient être évitées.»

Pourquoi de telles différences de prix?

Dans le canton de Neuchâtel, le forfait hôtelier qui inclut l'hébergement (dans une chambre à deux lits) et les repas est facturé 158 francs par jour en moyenne. Soins médicaux non compris. En comparaison, la moyenne suisse se situe à 171 francs par jour.

A cela s'ajoute un forfait de soins qui, selon le degré de ces derniers, peut s'élever, au maximum, à 23,60 francs par jour. Les coûts journaliers varient de 118,80 francs à 219,50 francs. Pourquoi de telles différences? «Hormis trois institutions (Les Cèdres à Colombier, le Foyer du Parc à Couvet et le Foyer Vert-Bois à Fontainemelon), un seul élément fait varier le prix entre les différents EMS du canton de Neuchâtel. C'est la valeur de la prestation 'loyer', soit la rémunération de la mise à disposition de l'infrastructure», explique le ministre

neuchâtelois de la Santé, Laurent Kurth. En sus de cette prestation «loyer», pour les trois EMS cités ci-dessus, un élément entraîne un tarif plus bas pour les Cèdres, et un autre élément l'entraîne vers le haut pour les deux foyers de psychiatrie Foyer du Parc et Foyer Vert-Bois.

«Les Cèdres est le seul EMS qui n'a pas rejoint la CCT Santé 21. Il ne bénéficie donc pas du supplément tarifaire en rapport. Quant aux foyers, contrairement aux autres EMS qui ont des missions particulières financées par une subvention directe dans le cadre du contrat de prestations, le financement supplémentaire est inclus dans le prix de la pension, sans subvention directe.» A noter que, dans tous les cas, le supplément pour une chambre à un lit s'élève à 15 francs par jour.

Qui finance: le pensionnaire, l'Etat, le conjoint ou les enfants?

Petite ou grosse rente, propriétaire ou pas: comment financer l'entrée dans un home? On fait le point avec la Caisse cantonale neuchâteloise de compensation.

Dans le canton de Neuchâtel, rares sont les retraités dont les revenus leur permettent de regarder l'avenir en toute sérénité. Propriétaires ou pas, ils s'interrogent. Qui paiera leur séjour en maison de retraite? Leurs enfants devront-ils contribuer aux coûts? Devront-ils vendre leur maison pour financer le home? Peuvent-ils la céder à leurs enfants avant d'y entrer?

Contribution des enfants

Mis à part les soins médicaux, couverts par l'assurance maladie, le forfait hôtelier – qui inclut l'hébergement et les repas – est financé par la personne elle-même, avec ses revenus. S'ils ne sont pas suffisants, la personne rentière AVS ou AI bénéficie des prestations complémentaires pour financer la différence, ainsi que le coût de son assurance maladie. Pour rappel, les prestations complémentaires sont également versées aux rentiers qui vivent à domicile et dont les revenus sont insuffisants.

«La prestation complémentaire porte bien son nom, puisqu'il s'agit d'un complément aux revenus et à la fortune de la personne. Le montant versé est donc différent pour chaque personne», rappelle Amélie Thurner, du service des prestations complémentaires à la Caisse cantonale neuchâteloise de compensation.

Si on constate que la fortune a disparu ou trop fortement diminué sans justificatifs admis, on considère qu'il y a eu dessaisissement.

AMÉLIE THURNER
DE LA CAISSE CANTONALE
NEUCHÂTELOISE DE COMPENSATION

Contrairement à la France, où il existe un principe d'obligation alimentaire qui contraint les enfants à contribuer aux coûts du home de leurs parents, «il n'y a pas de principe général d'obligation d'entretien en Suisse», explique Amélie Thurner. Ce qui ne signifie pas que les enfants sont exempts de tout devoir. «Ils peuvent éventuellement devoir contribuer si une donation du ou des parents a eu lieu.»

Donner ses biens

Depuis le 1er janvier 2021, date de la modification de la loi fédérale sur les prestations complémentaires, ces dernières sont devenues remboursables à la succession (pour les couples, au décès du 2e con-

joint), dès le moment où celle-ci dépasse 40 000 francs. Les valeurs, que ce soit des œuvres d'art, des automobiles ou des maisons, comptent également dans la fortune.

Donner ses biens avant d'entrer au home ne change rien. «Selon l'article 11a LPC, les parts de fortune auxquelles l'ayant droit a renoncé sans obligation légale et sans contreprestation adéquate sont prises en compte dans les revenus déterminants comme s'il n'y avait pas renoncé», précise Amélie Thurner.

Ce n'est pas une question de délai. L'idée faussement répandue qui veut qu'on puisse donner des biens ou de l'argent sans conséquence dix ans avant d'entrer au home relève de la légende urbaine.

A l'inverse, une autre légende urbaine répand l'idée qu'un propriétaire n'a pas droit aux prestations complémentaires et qu'il doit vendre sa maison pour financer son home. Ce n'est pas toujours le cas.



Il n'y a pas d'obligation d'entretien en Suisse, mais les enfants peuvent devoir contribuer s'ils ont reçu une donation de leurs parents. ARCHIVES DAVID MARCHON

Cela dépend de ses revenus, de la valeur de son bien, si c'est une résidence principale ou pas, et de l'hypothèque. «Une franchise de 300 000 francs est notamment déduite de la valeur du bâtiment si l'un des conjoints bénéficie d'une allocation pour impotence ou si l'un des deux séjourne définitivement dans un EMS», indique Amélie Thurner.

Attention, toutefois: cette franchise ne s'applique pas sur une résidence secondaire ou un bien à l'étranger, dont on retiendra 100% de la valeur. Cela peut faire grimper la fortune de son propriétaire et le priver des prestations complémentaires.

Et les économies?

De même, les prestations complémentaires peuvent être octroyées, toujours suivant leurs revenus, à des personnes disposant d'économies, jusqu'à 100 000 francs pour une personne seule, et 200 000 francs pour un couple. En dessus de

ce seuil, il n'existe donc pas de droit aux prestations complémentaires.

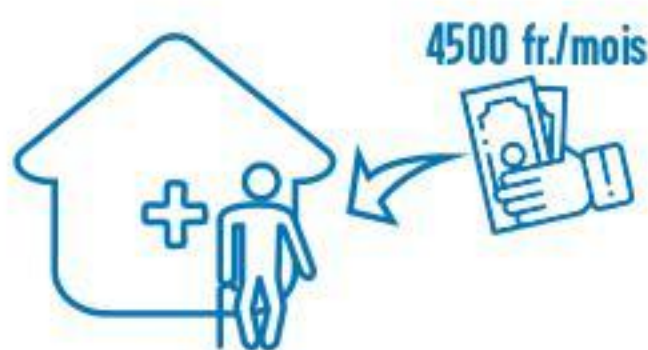
Révision tous les quatre ans

Mais là encore, pas question de les donner à ses enfants sans conséquences, que ce soit avant ou pendant son séjour au home. Ces économies doivent être utilisées parcimonieusement si on veut continuer à percevoir les prestations complémentaires. Une révision est effectuée tous les quatre ans. «Si on constate que la fortune a disparu ou trop fortement diminué sans justificatifs admis, on considère qu'il y a eu dessaisissement.»

Conformément à la loi fédérale, on admet que la somme baisse de 10 000 francs par an, en plus de ce qui relève des frais effectifs (lorsqu'il faut combler le manque de revenus avec l'épargne), mais au-delà, la Caisse de compensation peut demander un examen de situation.

Ce qu'il faut faire (ou pas) pour financer le séjour dans un home neuchâtelois

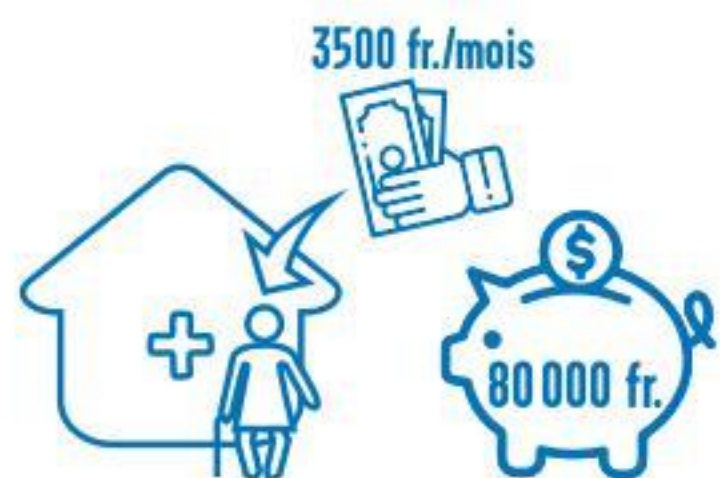
1 Monsieur A. touche une rente AVS et un 2e pilier qui totalisent 4500 francs mensuels.



Pourra-t-il toucher les prestations complémentaires (PC) pour financer son home?

OUI Le coût moyen journalier d'un EMS est de 158 francs + 23,60 francs. Les dépenses annuelles (66 284 francs) dépassent ses revenus (54 000 francs). Il a donc droit aux prestations complémentaires.

2 Madame B. ne totalise que 3500 francs de rentes mais dispose en sus de 80 000 francs d'économies.



Peut-elle toucher les prestations complémentaires?

OUI Selon l'art. 9a LPC, les personnes dont la fortune nette est inférieure à 100 000 francs (200 000 francs pour un couple) ont droit aux PC.

Devra-t-elle utiliser son épargne pour compléter ce qui manque?

OUI, EN PARTIE Une déduction légale de 30 000 francs est déduite de la fortune (pour une personne seule). Dans son cas, la fortune retenue est de 50 000 francs. Ce solde est pris en

compte à 1/5 en tant que revenu, soit 10 000 francs par an qu'elle devra utiliser pour financer son home.

Pourra-t-elle transmettre ce qui reste de son épargne à ses enfants à son décès?

Sur le principe **OUI, MAIS** tout dépend de sa durée de vie. Il est rare que les 30 000 francs correspondant au montant de la franchise ne soit pas utilisés par la personne pour ses dépenses personnelles en fonction du nombre d'années passées dans l'EMS. A relever que, lors du décès du bénéficiaire, dans le cas où la succession (fortune restante au décès) est supérieure à 40 000 francs, les héritiers doivent restituer les prestations complémentaires perçues par le défunt.

3 M. et Mme C. possèdent une maison d'une valeur de 700 000 francs, dont 400 000 francs d'hypothèque. Monsieur entre au home.



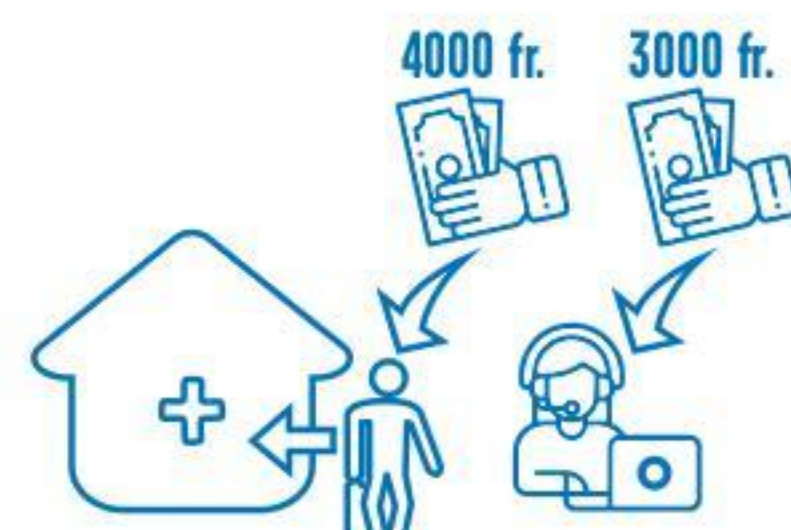
Madame doit-elle vendre la maison?

NON Madame C. pourra continuer à vivre dans sa maison et le couple touchera des prestations complémentaires (selon les revenus). Pour un couple, une franchise de 300 000 francs est déduite de la valeur de la résidence principale si l'un des conjoints bénéficie d'une allocation d'impotence ou si l'un des deux séjourne dans un EMS.

Dans le cas présent, une fois déduites l'hypothèque et la franchise, la fortune est nulle.

A noter que les intérêts hypothécaires (sans amortissement) en plus de la valeur locative du logement seront pris en compte dans les dépenses de Madame C qui reste à domicile.

4 Sans fortune, Monsieur D., qui perçoit une rente de 4000 francs mensuels, entre au home. Madame D. continue une activité professionnelle qui lui rapporte 3000 francs mensuels.

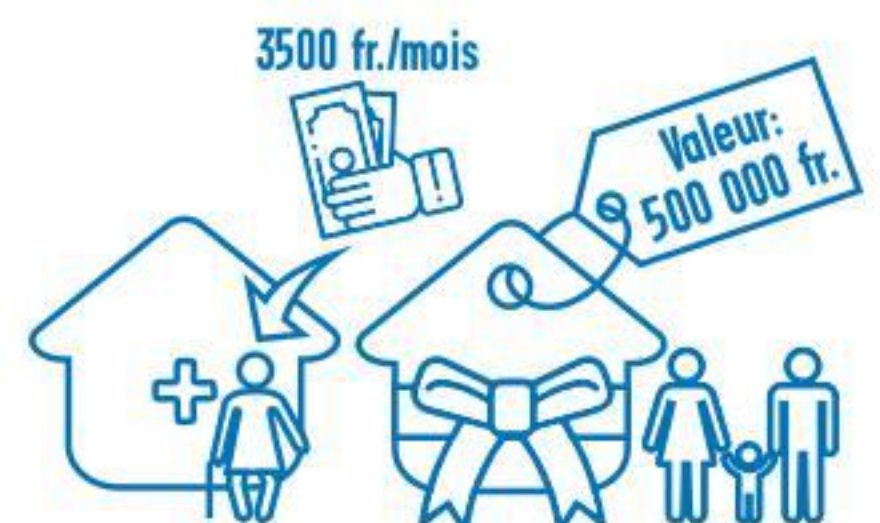


Doit-elle financer en partie l'AVS de son époux?

OUI Le couple est solidaire pour l'ensemble des dépenses. Les revenus et la fortune du couple sont partagés. L'AVS ne tient pas compte du régime de séparation des biens. Le revenu d'activité lucrative de l'épouse est pris en compte à 80%. Dès lors, les revenus déterminants se montent à 2400 francs pour l'épouse et à 4000 francs pour le mari chaque mois, soit 76 800 francs/an. La moitié des revenus sera prise en compte dans le calcul de chacun des conjoints. Avec 38 400 francs, Monsieur D. aura droit aux PC. Même si elle continue à travailler, Mme D. pourra aussi bénéficier de PC selon le montant de son loyer, plafonné selon la commune de domicile. Le loyer sera pris en compte ainsi que

le montant de son assurance maladie et le minimum vital pour une personne seule à domicile, soit 20 100 francs/an (30 150 francs pour un couple).

5 Il y a dix ans, Mme E. a fait don à ses enfants de sa maison, d'une valeur sur le marché, à l'époque, de 500 000 francs. Sa rente mensuelle est de 3500 francs.



Peut-elle prétendre aux prestations complémentaires?

NON On considère qu'il y a eu dessaisissement. Une renonciation de fortune est prise en considération. Un amortissement de 10 000 francs/an est déduit deux ans après la donation. Dans le cas présent, cela représente 90 000 francs d'amortissement. La caisse de compensation retiendra donc une renonciation de fortune de 410 000 francs en 2023. Une fois déduite la franchise de 30 000 francs, il restera 380 000 francs pris en compte dans le calcul des prestations complémentaires à hauteur de 1/5 (pour une personne en EMS), soit 76 000 francs de «revenus» annuels (fortune convertie en revenu).

Ses enfants devront-ils participer aux frais du home?

OUI La rente de leur mère n'étant pas suffisante, les enfants devront contribuer.

Les exemples ne sont donnés qu'à titre indicatif et n'engagent pas la Caisse de compensation.